
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 84

Bill No. 84

Loi concernant les juges

An Act respecting judges

Première lecture

First reading

M. CHOQUETTE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974



Projet de loi n° 84

Loi concernant les juges

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Chacun des juges en chef, juges en chef adjoint et juges des sessions, de la Cour Provinciale, de la Cour de bien-être social et des Cours municipales de Montréal, Québec et Laval, reçoit, pour l'année 1975, en outre de son traitement, un montant forfaitaire égal à l'excédent, sur son traitement, du montant qu'on obtiendrait en augmentant annuellement ce traitement pour fins de calcul, à compter du 1^{er} janvier 1975, du pourcentage que représente le rapport entre le salaire de base pour l'année précédente et le salaire de base pour l'année antérieure à cette dernière. Le salaire de base, pour une année, est calculé d'après la moyenne des traitements et salaires hebdomadaires pour l'ensemble des activités économiques au Canada au cours de chaque mois de l'année, tel que la publie Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique.

Le montant forfaitaire visé au premier alinéa est payé à même le fonds consolidé du revenu ou par les municipalités dont il s'agit, suivant le cas, aux époques et suivant les modalités déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Le présent article ne s'applique pas aux juges considérés en congé sans traitement suivant le deuxième alinéa de l'article 73 de la Loi des tribunaux judiciaires, qui

Bill No. 84

An Act respecting judges

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Each of the chief judges, associate chief judges and judges of the sessions, of the Provincial Court, of the Social Welfare Court and of the municipal courts of Montreal, Québec and Laval shall receive, for the year 1975, in addition to his salary, a fixed amount equal to the excess, over his salary, of the amount that would be obtained by annually increasing such salary for the purposes of computing, from 1 January 1975, the ratio, expressed in percentage, between the base wage for the last preceding year and the base wage for the year preceding such last preceding year. The base wage for a year is computed on the basis of the average of weekly salaries and wages of the Industrial Composite in Canada for each month of the year, as published by Statistics Canada under the Statistics Act.

The fixed amount contemplated in the first paragraph shall be paid, for each year, out of the consolidated revenue fund or by the municipalities in question, as the case may be, at the times and in accordance with the terms and conditions determined by the Lieutenant-Governor in Council.

This section does not apply to the judges deemed to be on leave of absence without salary according to the second paragraph of section 73 of the Courts of

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet prévoit que les juges nommés par le gouvernement du Québec recevront, pour l'année 1975, un montant forfaitaire déterminé d'après l'augmentation de la moyenne des traitements et salaires hebdomadaires pour l'ensemble des activités économiques du Canada au cours des deux dernières années.

EXPLANATORY NOTE

This bill provides that the judges appointed by the government of Québec will receive, for the year 1975, a fixed amount arrived at on the basis of the average increase in weekly salaries and wages of the Industrial Composite in Canada for the last two years.

sont membres d'organismes gouvernementaux dont les employés sont nommés ou rémunérés suivant la Loi de la fonction publique, et dont le traitement est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Justice Act, who are members of government bodies the employees of which are appointed or remunerated in accordance with the Civil Service Act, and whose salary is fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.